

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Conflit homme-faune : vers la mise en place d'une Commission stratégique

C'EST l'idée forte qui sort des échanges hier, entre le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, et plusieurs membres du gouvernement dont la Première ministre Rose Christiane Ossouka Raponda, sur les récents événements de Mékambo. Plusieurs autres sujets ont également été abordés.

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

Le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a échangé, hier au palais de la présidence de la République, avec la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, qu'accompagnaient certains membres de son gouvernement. Plusieurs sujets étaient à l'ordre du jour. La cheffe du gouvernement a saisi cette occasion pour faire un compte-rendu au numéro un gabonais sur le récent sommet des

chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) qui s'est tenu à Brazzaville au Congo. Ces assises auxquelles elle a pris part - elle représentait le président de la République -, étaient consacrées essentiellement à la situation politique et sécuritaire au Tchad. Il s'agissait pour les participants de trouver des mécanismes afin d'apporter un soutien matériel et financier au processus de transition de ce pays frère. L'actualité nationale n'était pas en reste. C'est dans ce sens qu'ont été abordés les sujets relatifs aux incidences du trafic illégal des ressources naturelles de notre pays tels que l'or, le bois, ainsi que les produits halieutiques. Le conflit homme-faune, à l'origine des récents événements de Mékambo (Ogooué-Ivindo) figurait aussi au menu des échanges. Sur ce dernier point, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a instruit



Photo: DR

Une phase du tour de table autour du chef de l'Etat, hier.

le gouvernement d'œuvrer à "la mise en place de politiques publiques fortes à travers un Conseil stratégique visant à freiner l'extension du conflit

homme-faune, le trafic illicite de nos ressources naturelles, la préservation des populations et des animaux dans leurs environnements de vie respectifs".

Brève

CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU : LA RDC DÉCIDE DE RETIRER SA CANDIDATURE

La candidature du Gabon pour le poste de membre non permanent du Conseil de sécurité de l'Onu pour la période 2022-2023 est la seule en lice en Afrique centrale. Selon de nombreuses sources officielles et diplomatiques, la République démocratique du Congo (RDC) a, en effet, décidé de retirer la sienne.


Miroir du gouvernement

Des agendas cachés ?


DE vous à moi, entre la démission du maire de Libreville, les événements survenus récemment à Mékambo et les revendications des partenaires sociaux, admettons qu'il y a de quoi avoir le moral dans les chaussettes. Surtout que dans le même temps, disons-le, on a du mal à cerner la visibilité et la lisibilité de l'action gouvernementale. D'autant plus que, entre les membres du gouvernement qui se font "tout petits" pour éviter d'être sous les feux des projecteurs et ceux qui s'estiment "premiers ministrables" et que leur temps est arrivé, la cohésion gouvernementale est vraiment mise à mal. Du coup, intrigues et chausse-trapes et autres coups bas sont de mise. Et parallèlement à cela, l'on a vraiment le sentiment que les personnalités promues à certaines responsabilités ne les assument qu'à minima. Un jeu malsain qui, en réalité, ne profite à personne. Tant il brouille les réalisations du gouvernement et vient plomber davantage l'atmosphère générale en confortant, d'une certaine manière, ce "gabono-pessimisme" qui voudrait que "rien n'avance. Rien ne se fait". Or, à l'évidence, cela n'est pas nécessairement fondé. Tout n'est pas aussi sombre. Ne serait-ce que parce que certaines réalisations peuvent être mises à l'actif des pouvoirs publics. Qu'on le veuille ou pas, sa gestion de la crise sanitaire actuelle, en dépit de certains manquements, n'est pas aussi catastrophique que certains voudraient le faire croire. À côté de cela, le programme de réhabilitation des établissements scolaires à Libreville et à l'intérieur du pays suit son cours, le recensement biométrique des agents de l'État a été mené à terme, les centres d'enseignement professionnel ultramodernes sont sortis de terre, la réfection de la voie ferrée se poursuit, etc. Autant de choses qui prouvent à suffisance que les lignes bougent. Et qu'il est dans l'intérêt de tout le monde de rendre plus efficace l'action gouvernementale et de regarder dans la même direction. Agir autrement, reviendrait finalement à croire que certains membres du gouvernement ont des agendas cachés.

J.KOMBILE MOUSSAVOU

ASSEMBLEE NATIONALE



Hommages à OMAR BONGO ONDIMBA



08 juin 2009 - 08 juin 2021,
il y a 12 ans disparaissait ce chantre de la paix.

Les gabonais ne t'oublieront jamais